Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Massacre-de-Trelew-condamnation-ferme-pour-Carlos-Amado-Marandino>

Massacre de Trelew : condamnation ferme pour Carlos Amado Marandino

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -

Date de mise en ligne : jeudi 12 août 2021

Description :

Massacre de Trelew : la condamnation est restée ferme pour l'un des responsables des assassinats des prisonniers politiques dans la base Amiral Zar. Il s'agit de Carlos Amado Marandino

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Quelques jours après le 49^{ème} anniversaire du [Massacre de Trelew](#), la condamnation de Carlos Amado Marandino, l'un des responsables des assassinats de prisonniers politiques sur la Base Aéronavale argentine Almirante Zar, le 22 août 1972, est définitive. Il avait été condamné à la réclusion à perpétuité, le 15 octobre 2012 avec deux autres soldats de la Marine Nationale, Luis Emilio Sosa et Emilio Jorge del Real.

Bien que cette condamnation ait été partiellement confirmée en 2014, la Cour suprême de justice a mis six ans pour étudier les arguments de la défense, a rapporté le Centre d'Etudes Juridiques et Sociales (CELS), partie civile dans l'affaire.

L'agence a rappelé que l'extradition depuis les États-Unis est toujours en cours pour le lieutenant à la retraite **Roberto Guillermo Bravo**, identifié par les trois rescapés de l'exécution [extra judiciaire] comme celui qui est passé dans les cachots pour donner le coup de grâce. Citoyen Etasunien depuis 1987, localisé par [Págin12](#) à Miami en 2008 en tant qu'homme d'affaires prospère [fournisseur du matériel et personnel médicaux pour l'Armée US en opération], Bravo a été brièvement détenu en 2019 à la suite de la deuxième demande d'extradition du Gouvernement argentin mais a retrouvé sa liberté après avoir payé une garantie de 5 millions de dollars et un autre million dollars de caution.

Le Tribunal Oral de Comodoro Rivadavia a condamné Marandino à la réclusion à perpétuité le 15 octobre 2012 avec deux autres marins, **Luis Emilio Sosa** et **Emilio Jorge del Real**. Deux ans plus tard, la Chambre Fédérale de Cassation pénale a confirmé ces condamnations, mais a également annulé l'acquittement de **Rubén Norberto Paccagnini**, qui était le chef de la base d'Almirante Zar, et de **Jorge Bautista**, l'un des complices du massacre. Les quatre derniers sont morts. Cette décision a fait l'objet d'un appel, et la Cour a mis six ans pour trancher l'affaire et a finalement renvoyé le dossier à la chambre III de la cassation, qui a rejeté en mai dernier un pourvoi extraordinaire. Comme la défense de Marandino n'a plus fait appel devant la Cour, sa peine a finalement été définitive, a rapporté le CELS.

ROBERTO GUILLERMO BRAVO, qui a été envoyé par la Marine comme Attaché Militaire à Washington peu après le massacre, est le sixième accusé dans l'affaire et à son tour le grand absent du procès oral.

Le comportement de « **Ñato** » Bravo avant, pendant et après le massacre est documenté à partir du témoignage des trois survivants, María Antonia Berger, Alberto Camps et René Haidar, que le poète et militant Montonero Francisco Paco Urondo a interviewé dans la prison de Villa Devoto le 24 mai 1973 ; il était caractérisé par le cynisme et le harcèlement constant dès que les militants des FAR, ERP et Montoneros qui s'étaient évadés de la prison de Rawson, furent enfermés dans la base de Zar, passant par les avertissements avant les exécutions (« vous allez voir ce qu'est d'avoir affaire à la Marine, ils vont voir ce qu'est la terreur anti-guérilla »), jusqu'à le coup de grâce avec Sosa.

Homme d'affaires prospère basé à North Miami, en Floride, Bravo vit en toute impunité dans le pays qui lui a donné refuge et dont il a pris la nationalité. L'État argentin, à la demande du pouvoir judiciaire, a demandé son extradition sans succès à deux reprises. Tandis que l'on continue d'exiger son envoi au pays pour le juger, quatre parents des victimes du massacre ont en octobre passé déposé une plainte civile en octobre dernier devant un tribunal du District Sud de la Floride, parrainés par le [Center for Justice & Accountability \(CJA\)](#), par les Cabinets d'Avocats Kecker, Van Nest & Peters et Markus / Moss PLLP, en collaboration avec CELS.

[Página 12](#). Buenos Aires, le 12 août 2021

El Correo de la Diaspora. Paris, le 12 août 2021